Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

77-78 | 1999

Nouvelles configurations économiques et hiérarchiques

Un marché du travail en déclin : les retraites de la Hongrie actuelle

A Declining Labour Market. The Retired Population of Presentday Hungary

Karine Bucher

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3063>

DOI : 10.4000/jda.3063

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Pagination : 67-82

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Karine Bucher, « Un marché du travail en déclin : les retraites de la Hongrie actuelle », *Journal des anthropologues* [En ligne], 77-78 | 1999, mis en ligne le 01 juin 2000, consulté le 23 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3063> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.3063>

Ce document a été généré automatiquement le 23 juillet 2020.

Journal des anthropologues

Un marché du travail en déclin : les retraites de la Hongrie actuelle

A Declining Labour Market. The Retired Population of Presentday Hungary

Karine Bucher

- 1 Les recompositions sociales en Hongrie, et en Europe de l'Est en général, suite aux changements économiques et politiques de 1989-90 sont peu étudiées, à l'inverse des transformations économiques et financières que connaissent ces pays. Ces conséquences sociales – particulièrement dures pour les populations – ne sont souvent évoquées que comme des « nécessités » du passage de la planification étatique au capitalisme de marché, preuve supplémentaire de l'hégémonie du discours et des analyses économicistes. L'adoption de la notion de « transition » entre l'avant et l'après 1989 semble également quasi-unanime, passant sous silence le fait qu'un certain nombre d'évolutions économiques et sociales repérables avant 1989, se prolongent après, même si certaines se sont accentuées ou ont vu leur forme (mais pas leur logique) se transformer. Ce postulat partagé d'une rupture complète entre les deux périodes du seul fait d'un changement de « système » ne résiste pas à l'analyse. Plus largement, les processus à l'œuvre depuis 1989 en Hongrie constituent un ensemble de recompositions sociales et symboliques dans le cadre d'un capitalisme de marché, dont les logiques ne sont pas fondamentalement différentes de celles du capitalisme d'Etat avant 1989. Les mutations, si profondes soient-elles, ne peuvent être lues selon la conception univoque d'un « changement de système » qui privilégie une approche institutionnelle en occultant les évolutions sociétales.
- 2 Dans la perspective d'analyser l'impact des transformations globales en Hongrie, nous avons choisi d'étudier plus précisément les recompositions sociale, économique et politique touchant les retraités et préretraités en Hongrie¹ et ce pour plusieurs raisons : leur poids important et toujours croissant dans la population totale (les retraités et préretraités représentent près d'un tiers de celle-ci actuellement alors que leur part était de 24,7% en 1990 et de 18% en 1975) ; ensuite le fait que cette population, déjà fragilisée par le passé, a subi – et subit plus que toute autre frange de la population – de plein fouet, d'une part les effets des restructurations économiques², d'autre part, le

processus de démantèlement de la protection sociale. Cependant – nous le rappellerons en conclusion – on ne peut considérer « les retraités » comme un groupe social clairement défini par rapport au reste de la population.

Du « marché du travail des retraités » à leur éviction massive : un processus de déqualification sociale et matérielle

- 3 Le processus de fragilisation économique et sociale des plus de 50 ans en Hongrie³ se caractérise après 1989 par deux phénomènes étroitement liés : une exclusion précoce du marché du travail et une baisse importante du niveau de vie. Entre 1990 et 1994, plus de la moitié des nouveaux retraités ont en fait quitté le marché du travail avant l'âge légal de la retraite (qui était de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes jusqu'à 1998). Si ce processus de départ anticipé devient massif à partir de 1990 et prend différentes formes – deux dispositifs de préretraite sont mis en place en 1990 et 1991 – il est, en fait, antérieur à cette date : un système de préretraite dite « pour invalidité » fonctionne déjà depuis des décennies et connaît une forte croissance dès les années quatre-vingt et surtout après 1987. Ainsi, en 1997, plus d'un tiers de l'ensemble des retraités bénéficient de cette préretraite invalidité⁴. Parallèlement, le niveau des retraites a toujours été faible en Hongrie⁵. Ainsi, la majorité des pensions versées pendant les années quatre-vingt sont inférieures à la moyenne, cette dernière étant elle-même égale ou inférieure au niveau minimum de subsistance⁶. De nombreux retraités entrent alors dans ce qu'il faut bien appeler une logique de survie, se voyant obligés de vendre leurs vêtements et les quelques objets de valeur qu'ils possèdent et de se coucher tôt en hiver pour ne pas avoir à payer l'électricité et le chauffage dont les prix augmentent régulièrement de 20 à 30%. Dans cette logique de survie, les femmes sont les plus fragilisées : plus souvent seules, elles touchent aussi des pensions plus faibles que les hommes qu'il s'agisse d'une retraite normale⁷ ou d'une préretraite.
- 4 C'est la raison pour laquelle de nombreux retraités et préretraités sont retournés sur le marché du travail afin de disposer d'une seconde source de revenus. On parle à ce propos du « marché du travail des retraités ». L'emploi des retraités avant 1987 doit être compris non comme une « mesure à caractère social », mais comme un outil de politique d'emploi à l'échelle du pays et de gestion de la main-d'œuvre au niveau de chaque entreprise. Dans une économie caractérisée, entre autres, par des règles de fonctionnement rigides, les retraités constituaient une réserve de main-d'œuvre flexible et à bon marché. En effet, les emplois qui leur étaient réservés étaient souvent déqualifiés⁸, à temps partiel et faiblement rémunérés.
- 5 Ce qui motivait les salariés âgés à partir en préretraite, c'était la possibilité pour eux de cumuler une pension et un salaire (même faible) et de bénéficier ainsi d'un meilleur niveau de vie⁹. Assez souvent, il leur était possible de rester au même poste de travail ou dans la même entreprise tout en ayant négocié avec la direction et les services sociaux le passage à un nouveau statut, celui de préretraité. Bien sûr, ce phénomène général cache des disparités. Certains préretraités parmi ceux qui occupaient des postes plutôt qualifiés et assez bien payés (donc surtout des hommes) ont eu la possibilité de négocier les conditions de leur nouvel emploi. Mais ce fut assez rare. En ce sens, il n'y avait pas de réelle concurrence entre retraités, ni entre les retraités et les

autres actifs : ce processus semble avoir été accepté socialement par tous. Parmi les retraités qui occupaient déjà un emploi avant 1987 et qui travaillent toujours aujourd'hui, ceux et celles que nous avons rencontrés tiennent un discours ambivalent : dénonçant amèrement leur faible niveau de vie et le peu de ressources que leur procure leur emploi, tous mentionnent un fort attachement à cette occupation sociale. Comme dans les pays d'Europe de l'Ouest, la valeur « travail » était et reste centrale dans les sociétés de l'Est, surtout dans l'esprit des plus de 50 ans. Nous récusons ici une analyse¹⁰ qui explique ce marché de travail des retraités par la volonté des individus de sortir au plus tôt des entreprises d'Etat afin de s'engager dans une stratégie de réussite personnelle et libérée de toute contrainte.

- 6 Ce processus de déqualification sociale ne fait que se poursuivre après 1987, mais s'y ajoute, pour nombre de retraités et personnes âgées, une exclusion totale et très souvent définitive de la sphère du travail, suite à l'approfondissement des restructurations économiques. En parallèle de la mise en préretraite, de plus en plus de salariés âgés, les préretraités et retraités encore en emploi, sont les premiers licenciés dans les entreprises d'Etat ou celles récemment privatisées. En 1992, ils ne sont plus que 9% à occuper une activité rémunérée.
- 7 Le « marché du travail des retraités » devient alors marginal et le processus d'appauvrissement des plus de 50 ans s'accélère. Le cumul entre pension et salaire reste pourtant toujours une motivation réelle chez les retraités pour des raisons essentiellement financières. Elle n'est en revanche plus centrale dans le choix de partir en préretraite. En effet, la plupart déclarent que la peur du chômage était si forte qu'ils préféreraient opter pour une préretraite et ainsi être certains de pouvoir toucher chaque mois une somme certes faible, mais fixe et garantie. La discrimination par l'âge s'est fortement renforcée sur le marché du travail. Les filiales des multinationales américaines ou européennes recrutent presque exclusivement des jeunes, et très souvent diplômés. Le « fossé » entre les générations existant en termes de revenus, de formation et de logement entre la population jeune et les personnes de plus de 50 ans est accéléré par ces mutations.
- 8 Ce processus d'appauvrissement des retraités devient aussi plus inégalitaire. Ceux qui peuvent encore rester en emploi sont les plus qualifiés ou ceux dont l'expérience a semblé indispensable au fonctionnement du service. De même, le peu de retraités réussissant à trouver un nouvel emploi stable, même si faiblement rémunéré, sont ceux qui bénéficient de relations et de contacts, soit grâce à leur ancien statut hiérarchique, soit grâce à un réseau familial et parfois au bouche-à-oreille. Un autre élément intervient également, l'état de santé. S'il était possible pour certains retraités avant 1987 d'occuper des emplois plus ou moins « fictifs »¹¹ et en tout cas moins exigeants en termes de capacité physique, cela n'est plus possible après. De même, s'il nous est arrivé de rencontrer quelques retraités – essentiellement des hommes – occupant encore un poste à responsabilité et un salaire correct, le cas le plus courant est plutôt celui de femmes seules qui, quand elles le peuvent, occupent des postes tels que surveillante de musée, « dame-pipi » ou « garde-robe » dans les restaurants et cinémas.

Privatisation de la protection sociale : l'impact sur les personnes âgées et les configurations familiales

- 9 En même temps que cette population âgée subit de plein fouet les conséquences des restructurations économiques, la protection sociale, auparavant assurée par un Etat omniprésent et garant de fait d'une certaine stabilité sociale, se voit progressivement démantelée par les gouvernements qui se succèdent après le changement de régime de 1989¹². Ce démantèlement prend deux formes : un processus de privatisation (retrait de fait de l'Etat qui se décharge ainsi sur le marché et les associations caritatives) et un transfert des tâches et responsabilités du niveau national à l'échelon local.
- 10 C'est d'abord la disparition de la sécurité de l'emploi et l'apparition d'un chômage massif et chronique qui affaiblit et appauvrit l'ensemble de la population, mais aussi et surtout les salariés âgés et les retraités. Suite aux vagues de faillites, le chômage – qui était officiellement nul avant 1989 – triple au cours de l'année 1990 pour s'établir aujourd'hui à 10% de la population active et le système d'allocation chômage¹³ est, à peine créé, rendu presque inexistant¹⁴. L'apparition du chômage est un des plus profonds bouleversements pour l'ensemble des individus après 1989 puisqu'elle fait naître une peur panique du lendemain, angoisse qui n'existait pas avant 1989.
- 11 Les salariés âgés licenciés, ayant très peu de chance de retrouver un emploi et découragés, sont nombreux à ne même plus s'inscrire dans les agences pour l'emploi. Ne touchant plus l'allocation chômage au bout de six mois, ils n'ont atteint ni l'âge de la retraite légale, ni celui de la retraite anticipée (somme versée à ceux qui – entre autres conditions – sont à trois ans de l'âge officiel de la retraite) : certains se retrouvent ainsi sans aucune source de revenu. Ils dépendent alors de fait de l'aide sociale d'urgence. Mais, versée par chaque gouvernement local à partir de 1990, elle est souvent très faible et dépendante des possibilités réelles de chaque région.
- 12 Mais le démantèlement de la protection sociale touche aussi le domaine de la santé et le système des retraites. Les soins et les médicaments, qui étaient entièrement gratuits avant 1989, voient leur remboursement revu à la baisse chaque année, en parallèle d'une forte augmentation des prix des médicaments et de la privatisation des pharmacies en 1998. Aggravée par les évolutions précédentes, de nombreuses études et enquêtes montrent une dégradation de l'état de santé de la population et des personnes âgées en particulier due à une mauvaise hygiène de vie (forte consommation d'alcool, alimentation trop riche en graisses), à une usure physique importante liée à un temps de travail élevé (le cumul de deux ou trois emplois étaient courant avant 1989) et à la baisse de la fréquence et de la qualité des soins. La plupart des retraités rencontrés semblent déplorer la dégradation de leur état de santé surtout comme un handicap insurmontable dans une logique de survie face aux plus jeunes qui, eux, « peuvent toujours s'en sortir ».
- 13 Alors que l'espérance de vie des hommes à la naissance baisse régulièrement depuis quelques années (malgré une stagnation en 1997) pour atteindre seulement 66,4 ans en 1998¹⁵ (et 75,1 ans pour les femmes), le gouvernement social-démocrate élu en 1994 (composé majoritairement d'anciens membres du Parti communiste) a fait passer en 1997 une loi augmentant l'âge légal de la retraite de deux ans pour les hommes (de 60 à 62 ans) et de sept ans pour les femmes (de 55 à 62 ans avec une adaptation progressive jusqu'en 2009). Au 1^{er} janvier 1998, une nouvelle loi est votée qui réforme l'ensemble du

système de financement des retraites¹⁶, introduisant, à côté du pilier public, un autre pilier privé et obligatoire.

- 14 Si la situation économique et sociale actuelle des personnes âgées est déjà globalement mauvaise, celle des salariés entre 50 et 55 ans et des futurs retraités en général n'augure rien de bon. Alors qu'ils doivent désormais travailler plus longtemps pour une pension complète, comment leur sera-t-il possible de cotiser pour celle-ci dès lors qu'ils sont rejetés de plus en plus tôt du marché du travail ? Dans quelle mesure seront-ils capables de travailler jusqu'à 62 ans alors que leur état de santé se dégrade ?
- 15 Cette nouvelle réforme des retraites va accentuer les inégalités déjà existantes au sein de la population des retraités. Alors que l'ancien système avait tendance à pénaliser ceux et celles qui avaient bénéficié d'un salaire plus élevé que la moyenne, le nouveau aura l'effet inverse : ceux qui touchent aujourd'hui des salaires élevés pourront en investir une partie sur les marchés financiers pour leurs vieux jours, les autres ne pourront compter que sur l'aide sociale d'urgence.
- 16 Alors que les femmes étaient déjà pénalisées par des carrières incomplètes (dues au temps consacré à la famille et à l'éducation des enfants) et des salaires moins élevés, les inégalités de sexe vont également s'accroître. Les promoteurs du système de retraite privée ont même fait valoir que les femmes, ayant une espérance de vie plus élevée, touchaient, dans l'ancien système, une pension pendant une durée plus longue que les hommes et que cela n'était pas « juste ». Mais de fait, le nouveau système pénalise encore les femmes : comment pourront-elles investir suffisamment dans le fonds privé dès lors qu'elles ne pourront toujours pas travailler assez longtemps (discriminations sur le marché du travail, inégale répartition des tâches au foyer) et qu'elles gagnent toujours beaucoup moins que les hommes ?
- 17 Toutes ces évolutions engendrent également une recomposition de la structure et des solidarités familiales et intergénérationnelles, ainsi que de la place et du rôle des personnes âgées au sein de celle-ci. Non seulement ces dernières ne peuvent plus aider financièrement leurs enfants ou petits-enfants comme elles le faisaient dans le passé, mais, ce qui est nouveau, nombre d'entre elles se retrouvent à leur charge. Le fort taux de suicide des personnes de plus de 60 ans (soit un tiers des suicides du pays) est sans aucun doute lié à cette évolution, de nombreux retraités ne supportant pas de représenter un poids supplémentaire pour une famille déjà fortement appauvrie, surtout depuis 1989. Il arrive, à l'inverse, que certaines personnes âgées, malgré leur faible pension, viennent en aide matériellement à un fils ou une fille au chômage et sans ressource.
- 18 Le niveau de ressources des familles et la classe sociale jouent un rôle important : plus on monte dans l'échelle sociale, plus la famille est susceptible de venir en aide aux parents âgés. Les familles aisées choisissent moins souvent de mettre leurs parents dans une maison de retraite. Elles ont, en effet, les moyens financiers suffisants pour les accueillir en leur sein, voire de leur acheter un petit appartement dans le même immeuble ou la même rue.
- 19 L'aide et le soutien aux personnes âgées sont encore peu développés en Hongrie (que ce soit concernant le nombre de lits en maisons de retraite ou les services à domicile). La prise en charge des parents âgés par la famille a toujours été exigée par la loi comme c'est le cas dans de nombreux pays européens, mais les pouvoirs publics hongrois se sont trop souvent « déchargés » de leurs obligations sur les familles. L'obligation de soutien familial apparaît aujourd'hui en décalage avec la structure familiale et

rencontre de nombreux obstacles dus à l'appauvrissement général des familles : un cinquième des retraités (qui sont souvent, après 75 ans, des veuves¹⁷) vivent seuls ; le travail des femmes, qui vise à fournir à la famille un double salaire, les rend d'autant moins disponibles¹⁸ ; les familles nombreuses sont moins fréquentes (notamment pour des raisons financières) ; l'évolution des mœurs et la forte augmentation des loyers ont fait reculer le regroupement familial de plusieurs générations, fait pourtant courant il y a seulement dix ans ; enfin, l'accélération du processus d'urbanisation a accru l'isolement des ménages âgés à la campagne.

- 20 De façon générale, la légitimité des anciens est remise en cause au sein même de la famille. Mais pas seulement en raison de la *quasi* disparition de leur apport monétaire. Leur rôle social dans la structure familiale est aussi bouleversé, en particulier celui des femmes. Parmi toutes les personnes interrogées au cours de cette recherche, une grande partie, hommes et femmes confondus, ont exprimé leur crainte concernant la place future des grand-mères au sein de la famille : il leur sera désormais impossible de s'occuper des petits-enfants dès lors que les femmes devront travailler jusqu'à 62 ans – dans la mesure où cela leur sera possible – pour percevoir une pension complète. Par la force des choses, ces évolutions auront des conséquences concrètes sur la structure familiale et la place des femmes en son sein.
- 21 Le fait que de nombreuses femmes âgées se retrouvent seules et souvent démunies n'est pas dû uniquement à une espérance de vie plus élevée, mais aussi au fait que les hommes âgés ont plus d'opportunités pour vivre en couple ou retrouver une compagne après un divorce. Pour toutes ces raisons, on peut supposer que, dans l'avenir, la situation des femmes – âgées, en particulier – ira en se fragilisant.
- 22 Les retraités veulent-ils et peuvent-ils faire entendre politiquement leurs revendications (augmentation des pensions et indexation régulière sur l'inflation principalement) ? Rien n'est moins sûr. Leur poids dans la population totale semble *a priori* constituer une force réelle. Les différents partis politiques en sont d'ailleurs parfaitement conscients. Lors des différentes campagnes électorales depuis 1990, les promesses d'augmentation de pensions ont été nombreuses. Mais, à chaque reprise, elles furent remises en cause dès le lendemain des élections pour cause de déficits publics et de crise économique¹⁹.
- 23 Les récentes évolutions – capitalisme sauvage, privatisation de la protection sociale et bouleversement de la structure familiale – laissent penser que les inégalités entre les générations et les sexes vont encore progresser dans la société hongroise. Le niveau des retraites devrait progresser beaucoup moins vite que celui des salaires²⁰. Malgré cela et malgré un mouvement d'homogénéisation (vers le bas) parmi les retraités, on ne peut en conclure à la constitution d'un groupe social des retraités en tant qu'acteur politique réel. Les institutions censées représenter leurs intérêts²¹ n'ont jusqu'à ce jour qu'un faible pouvoir politique. La plupart des retraités tentent plutôt de s'en sortir chacun de leur côté en restant, pour beaucoup, nostalgiques de « l'ancien système ». Nombre d'entre eux se disent des « laissés pour compte » de la nouvelle société et pensent qu'ils ne pourront plus rien faire pour améliorer leur situation.

BIBLIOGRAPHIE

- BEREGI E. & PALMORE E.B., 1993. *Developments and Research on Ageing: an International Handbook*. New-York, Greenwood Press.
- CICHON M. (dir.), 1995. *Social Protection in the Visegrad Countries: Four Country Profiles*. Rapport n°13. Budapest, International Labour Office (ILO-CEET).
- CONSEIL DE L'EUROPE, 1998. *Evolution démographique récente en Europe*. Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe.
- DEACON B. & alii, 1992. *Social Policy, Social Justice and Citizenship in Eastern Europe*. London, Avebury.
- DELBES C. & PAILLAT P., 1992. « Etude européenne sur les ruraux âgés », *Gérontologie et société*, 63.
- DELPÉRE N., 1992. *Interventions des systèmes de sécurité sociale des Etats membres en faveur des services médico-sociaux pour personnes âgées*. Rapport du colloque sur les prestations de vieillesse et de santé, Conseil de l'Europe (Strasbourg, 25 septembre 1991).
- DEVAILLY A., 1993. « CEE – Pays de l'Est : six pays en quête de protection sociale », *Espace Social Européen*, 94.
- DEVAILLY A., 1994. « Elections en Hongrie : les personnes âgées font entendre leurs voix », *Espace Social Européen*, 112.
- DUMONT J.-P., 1990. « Hongrie : la situation catastrophique des personnes âgées », *Espace Social Européen*, 51.
- ESPING-ANDERSEN G., 1996. *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*. London, Sage.
- FERGE Z., 1991. « Recent Trends in Social Policy in Hungary », in ADAM J. (ed.), *Economic Reform and Welfare State in the USSR, Poland and Hungary – Social Contract in Transformation*. London, P. Macmillan.
- FERGE Z., 1992. « Social Policy Regimes and Social Structure. Hypotheses about the Prospects of Social Policy in Central and Eastern Europe », in KOLBERG J.E. (ed.), *Social Policy in a Changing Europe*. Frankfurt Am Main, Avery.
- GAL R.I., 1998. « Hungary: Pre-Reform Status Quo », article préparé pour le groupe de travail sur la réforme des retraites à Berlin, 27-29 mars 1998, TARKI (Social Research Informatics Center, Budapest).
- GAULLIER X. & al., 1992. « Hongrie : le social en transition », *Revue française des affaires sociales*, 1 (janvier-mars).
- GERGELY I., 1993. « L'assistance aux personnes âgées en Hongrie attend encore son développement. », *Bulletin d'Informations de l'EURAG*, 75-76.
- KHOLI M., REIN M., GUILLEMARD A.-M. & VAN GUNSTEREN H. (eds), 1991. *Time for Retirement, Comparative Studies of Early Exit from the Labor Force*. Cambridge, Cambridge Univ. Press.
- KNOLL I., 1991. « Hongrie – La nouvelle Europe », *Bulletin d'Informations de l'EURAG*, 79-80.
- KOLOZSI B., 1980. « Quelques aspects de la situation de la population âgée en Hongrie et des services en sa faveur », *Gérontologie*, 33.

- KOLOZSI B., 1990. « Lettres de Hongrie : Les exigences des personnes âgées relatives aux “services de l’aide envers les familles” en Hongrie », *Gérontologie*, 73.
- LACZKO F., 1994. « La protection sociale entre deux mondes : la politique post-communiste à l’égard du troisième âge », *Tumulte*, 4.
- MALTBY T., 1994. *Women and Pensions in Britain and Hungary. Across National and Comparative Case Study of Social Dependency*. London, Avery.
- MINK G. & SZUREK J.C., 1991. *Effets sociaux et territoriaux des politiques de transition en Europe du Centre-Est, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie*. Rapport final, Observatoire sociologique de l’Europe de l’Est et de l’Union Soviétique. Paris, IRESO-CNRS.
- MOUTON P. & YAHIEL M., 1997. « Les pays d’Europe centrale et orientale face à la réforme des systèmes de retraite », *Retraites et sociétés*, 18.
- OCDE, 1995. *Politiques sociales et d’emploi en Hongrie*. Rapport du Centre pour la Coopération avec les Economies en Transition. Paris, OCDE.
- OCDE, 1997. *Etudes économiques de l’OCDE : Hongrie 1996-1997*. Paris, OCDE.
- REPASSY H., 1986. « Hongrie : politique sociale à l’égard des personnes âgées », *Gérontologie et société*, 44.
- SIMONOVITS A., 1997. « The Case of Hungary », in *Pension Systems and Reforms: Britain, Hungary, Italy, Poland, Sweden*, Rapport final. Budapest, Commission européenne (programme PHARE).
- SIMONOVITS A., 1998. *The New Hungarian Pension System and its Problems*. Document de travail. Budapest, Hungarian Academy of Sciences.
- SOMLAI P., 1998. « Children of the Changeover. Pluralism in Family Patterns », *The Hungarian Quarterly*, vol. 39, 15.
- SZEMAN Z., 1989. *Pensioners on the Labour Market: a Failure in Welfare*. Budapest, Hungary Academy of Sciences.
- SZEMAN Z., 1991. « Social Care for the Elderly: Family Relations and Family Support in the Hungarian Case », *European Journal of Gerontology*, 2.
- SZEMAN Z., 1994. « Status Report from Hungary », *Ageing International*, 32.
- TAMASSY J., 1982. « Le vieillissement de la population en Hongrie. Quelques conséquences de ce phénomène sur la santé publique », *World Health Statistics*, 35.
- VELKOFF A.V., 1992. « Trends: Hungary ». Rapport 1992-1, publié par le Centre de Recherches Internationales, US Department of Commerce, Economics and Statistics Administration, Washington DC.
- VULKOVICH G., 1989. « Age-Cost Profiles of Selected Social Services in Hungary », in LORIAUX M. & al. (dir.), *Populations âgées et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*. Bruxelles, CIACO.

NOTES

1. Cette étude entre dans le cadre d’une thèse de sociologie menée au sein de l’université de Paris V. Les matériaux recueillis pour cette recherche résultent, entre autres, de deux voyages de terrain en Hongrie (cinq mois en 1997 et trois mois en 1998) et proviennent d’une série de 120 entretiens avec différents acteurs : retraités, préretraités, directeurs et gestionnaires des

ressources humaines dans diverses entreprises, syndicalistes, membres de différents ministères, professeurs d'université et experts spécialisés dans les questions des personnes âgées, de l'emploi et de la protection sociale.

2. Le PNB réel du pays a baissé de plus de 20% de 1990 à 1993.

3. Ce processus est commun à la plupart des pays d'Europe de l'Est.

4. Soit 36,3%. En comparaison, le nombre de personnes sous les autres formes de préretraite représentent près de 17%.

5. Et ce pour des différentes raisons : nombre important de retraités dans la population totale et par rapport aux actifs, mode de calcul des pensions et quasi absence d'indexation de ces dernières face à une montée en flèche de l'inflation dès les années quatre-vingt.

6. Le seuil de pauvreté a été fixé en 1994 pour une famille urbaine de quatre personnes à 120 dollars par mois, soit environ 700 francs (en considérant le niveau de prix de l'époque).

7. La pension moyenne pour une femme représente 76% de celle perçue par un homme.

8. Quelques exemples : rangement, photocopies... certains même étaient employés officiellement à un poste pour n'accomplir, en réalité, aucune tâche précise.

9. Même si ce cumul était limité officiellement, il était largement permis officieusement.

10. Défendue notamment dans l'article de Julia Szalai (*in* Kholi et alii, 1991).

11. Ce qui était non seulement accepté, mais surtout utile comme mode de gestion du personnel par les directeurs des entreprises d'Etat. Par « fictif », nous entendons des emplois dont le contenu était volontairement flou et qui, parfois, n'occasionnaient que peu d'heures de travail par jour.

12. A titre de comparaison, les dépenses sociales de l'Etat en faveur des retraités et personnes âgées représentaient 14% de l'ensemble du budget de l'Etat en 1980, soit une progression de plus de 150% par rapport à 1970.

13. La Hongrie est le premier pays d'Europe de l'Est à avoir mis en place un tel système. Les agences de l'emploi qui existaient avant 1990 avaient en fait pour but non pas de fournir du travail - il n'y avait pas de chômeurs officiellement - mais de gérer les pénuries d'emplois...

14. En effet, les allocations chômage sont ridiculement faibles et, versées d'abord pendant deux ans, elles ne le sont plus que pendant six mois aujourd'hui.

15. Le taux de mortalité a augmenté pendant près de trente ans, malgré un léger mieux perceptible depuis 1994. La mortalité des hommes d'âge moyen demeure très élevée à tel point qu'elle atteint un niveau comparable à celui observé il y a 50 ou 60 ans. En Europe, seuls les Etats issus de l'ex-Union soviétique affichent un taux de mortalité supérieur à la Hongrie.

16. Le montant total des retraites versées en 1996 représentait près de 10% du PNB.

17. Précisons que la pension de veuve était seulement de 10 700 forints en 1997, soit un peu moins de 360 francs.

18. Notons par ailleurs que de plus en plus d'employeurs, lors des recrutements, exigent de la part des femmes ayant des enfants en bas âge, la preuve que leur mère (donc la grand-mère) pourra les élever et s'occuper d'eux, afin que leur vie privée n'ait aucune retombée sur leur activité de travail.

19. Le gouvernement au pouvoir depuis mai 1998 est également revenu sur la promesse d'une revalorisation globale du niveau des retraites. Les associations de retraités ont fortement exprimé leur mécontentement en organisant, entre autres, des manifestations.

20. Selon certaines prévisions, seuls les hommes jeunes occupant actuellement un emploi stable et bien rémunéré verront le niveau de leur pension progresser.

21. Il existe trois organisations nationales représentant les retraités qui existaient avant 1989 : la Représentation nationale des retraités, la Fédération nationale des retraités et l'Association nationale des retraités de l'agriculture. Ces organisations sont consultées par le pouvoir politique, mais n'ont eu aucun poids dans les décisions concernant directement la situation des

retraités. Au niveau local, des associations et fondations pour personnes retraitées et personnes âgées ont également été créées, qui ne dispensent dans les faits qu'une aide sociale d'urgence.

RÉSUMÉS

L'objet de cet article est d'analyser les recompositions sociale, économique et politique touchant les retraités et les préretraités en Hongrie dans la perspective des transformations profondes que connaît ce pays depuis la fin des années quatre-vingt. Les restructurations économiques et le démantèlement de la protection sociale, qui ont touché et touchent l'ensemble de la population, accentuent le processus de paupérisation et de marginalisation des retraités, processus qui avait commencé bien avant le changement de « système » en 1989. Alors qu'il existait avant 1987 un « marché du travail des retraités », ces derniers – qui ne constituent pas pour autant un groupe social homogène – se retrouvent sans autre source de revenu que leur faible pension mensuelle. A un déclassement matériel s'est ajouté un déclassement social, hiérarchique et politique qui entraîne un bouleversement des structures familiales, une précarisation des femmes âgées et une mise à l'écart progressive des questions politiques. C'est en mettant en cause la notion de « transition » et l'idée d'une rupture due à un changement de « système », que l'on peut mettre en évidence les recompositions sociétales, trop souvent occultées par une approche institutionnelle.

The aim of this article is to analyse the social, economic and political recompositions affecting retired persons and people taking early retirement in Hungary in the context of the profound transformations that this country has experienced since the end of the 1980s. The economic restructurations and the dismantling of the social welfare system, which have affected and are still affecting the whole of the population, have accentuated the process of impoverishment and marginalization of retired people – a process which began well before the change of « system » in 1989. Whereas there existed before 1987 a « labour market for retired persons », these latter – who do not, for all that, constitute a homogeneous social group – find themselves with no other source of income than their small monthly pension. To a drop in material status has been added a fall in social, hierarchical and political status leading to the disruption of family structures, insecurity of elderly women and progressive exclusion from political questions. It is by questioning the notion of « transition » and the idea of a rupture due to a change of « system », that the societal recompositions, too often overshadowed by an institutional approach, can be brought to the fore.

AUTEUR

KARINE BUCHER

Université de Paris V